



Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 11· Numéro 4, 15 Avril 2010

LIGNE DE FOND.....	1
OMC : Bilan du cycle de Doha : Les hauts fonctionnaires arrivent à la conclusion qu'il faut commencer à construire le paquet global de Doha.....	1
Nouvelles de l'OMC	2
En 2010 le commerce mondial pourrait connaître une légère embellie après une sombre année 2009, selon l'OMC	2
SUR LE FIL.....	4
Une nouvelle approche des négociations du cycle de Doha.....	4
L'UE et les pays ACP paraphent l'Accord de partenariat de Cotonou révisé	4
NOUVELLES REGIONALES	6
Négociations de l'Accord de Partenariat Economique entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne.....	6
L'Inde un nouveau partenaire commercial majeur en Afrique.....	9
Evénements	10
Evénements OMC :.....	10
Evénements Hors OMC	10
publications.....	11

*PASSERELLES, SYNTHESE
MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET
LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est
produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.
Responsable de publication : Taoufik Ben
Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann
(ICTSD) Rédaction : Bathie CISS, Cheikh
Tidiane DIEYE, El Hadji Abdourahmane
DIOUF, Aissatou Diallo

Merci de faire circuler et de diffuser largement
ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

OMC : Bilan du cycle de Doha : Les hauts fonctionnaires arrivent à la conclusion qu'il faut commencer à construire le paquet global de Doha

La conférence ministérielle de Genève de 2009 avait proposé une revue en mars 2010 pour évaluer l'état des négociations du cycle de Doha. Les ministres devaient se revoir à Genève pour cette revue, mais finalement, elle s'est tenue sans eux.

Beaucoup de craintes exprimées avant la revue

Seuls les hauts fonctionnaires étaient concernés. Cela présageait déjà une revue sans issue. Certains se sont faits pessimistes au sujet de la possibilité de retirer quoique ce soit de concret de cette réunion. L'ancien Président des négociations sur l'agriculture, M. Crawford Falconer, pensait que « la réunion consacrée au bilan de mars à Genève produira probablement des rames et des rames de papier décrivant en détails abrutissants ce qui a été fait ». Poussant son analyse, Falconer soutenait qu'il n'y a pas un quelconque progrès concret pour combler les écarts depuis la ministérielle qui a échoué en juillet 2008 ». Il prétend qu'en fait, les écarts se sont encore creusés et sont plus importants qu'ils l'étaient en 2008.

Certains fonctionnaires se sont inquiétés du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), en martelant que les pourparlers sont revenus au projet de texte révisé d'avant décembre 2008.

« Il est irresponsable de faire l'autruche et de faire semblant que tout cela n'existe pas. On se leurrerait soi-même si l'on essayait

sérieusement de donner le change en tissant tous ces éléments en un tableau donnant l'illusion que ceci représente un progrès important. Il n'en est rien », a prétendu le représentant commercial de la Nouvelle-Zélande.

Le bilan de mars débouche sur le constat des divergences

Le bilan de Mars devait selon Mr Lamy « traduire tout mouvement politique en progrès concret sur le fond ». Mais il a annoncé à la fin des travaux que « certains sont sans doute déçus de constater que nous ne nous sommes pas rapprochés de notre but ».

Beaucoup de questions restent des préoccupations majeures et les divergences sont très profondes. Lamy reconnaît que l'ampleur de ces divergences est très inquiétante et sont notées dans beaucoup de domaines de négociations. Les divergences sont plus persistantes au niveau de l'agriculture et de la facilitation. Elles sont moins claires selon Lamy au niveau de l'Amna et les subventions à la pêche. Le G33 qui avait proposé une version plus flexible du MSS n'a toujours pas reçu une réponse analytique et technique. Il a été signalé que les écarts n'ont pas été réduits.

Vers la construction du paquet global de Doha

Il a ajouté que la caractéristique déterminante de ces consultations avait été la volonté de commencer à assembler toutes les ficelles des négociations afin d'arriver à un paquet global. Ce qu'il faut maintenant, c'est « éliminer les divergences » et, pour paraphraser l'Amiral Nelson, « l'OMC attend de chaque Membre qu'il fasse son devoir ».

Les dirigeants du G-20 appellent à davantage d'efforts pour Doha

À la fin de la réunion consacrée au bilan des discussions menées précédemment, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a admis à l'égard des négociations de Doha que

les membres ne se trouvaient pas où ils souhaitaient l'être. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il serait difficile de respecter la date limite fixée pour la conclusion des pourparlers en 2010 par les dirigeants du G-20 lors de leur sommet de Pittsburgh, en septembre dernier, compte tenu du manque de progrès réalisés dans les négociations depuis juillet 2008. Par conséquent, ils sont convenus de ne pas « sur-organiser » les prochaines étapes, mais au lieu de cela, de laisser davantage de latitude pour que les acteurs principaux puissent négocier.

Cependant, pour M. Lamy, le délai de 2010 est « toujours techniquement réalisable », mais la réponse à la question de savoir si les pourparlers peuvent toujours être conclus d'ici la fin de l'année « dépend des dirigeants [du G-20], non de moi » a-t-il insisté. En d'autres termes, ce dont on a besoin pour que les pourparlers puissent être menés à terme, ce ne sont pas tellement des progrès sur les enjeux techniques, mais plutôt la volonté politique de régler les questions en suspens restantes.

Sources : OMC, synthèse enda

NOUVELLES DE L'OMC

En 2010 le commerce mondial pourrait connaître une légère embellie après une sombre année 2009, selon l'OMC

Le commerce mondial a connu une forte baisse au cours de l'année 2009. Cette baisse a été considérée comme l'un des plus forts taux de recul en plus de 70 ans. La cause principale est la crise multiforme qui a entraîné des comportements protectionnistes. En effet, certaines grandes puissances avaient choisi de développer des politiques protectionnistes qui ont d'une certaine manière pesé sur les échanges mondiaux.

Les prévisions de 2010 sont assez positives puisqu'elles annoncent une progression nette.

Selon les économistes de l'OMC, le commerce mondial est prêt à rebondir en 2010 et à progresser cette année de 9,5 pour cent. Et, Pour le Directeur de l'OMC, Mr Pascal Lamy, ce sont les règles mises en place par l'OMC pour une plus grande libéralisation qui impulsent cette progression. Il déclare en effet que "les règles et les principes de l'OMC ont aidé les gouvernements à maintenir les marchés ouverts, et elles constituent aujourd'hui une plate-forme à partir de laquelle le commerce peut se développer alors que l'économie mondiale se redresse. Nous voyons la lumière au bout du tunnel et le commerce promet de jouer un rôle important dans la reprise. Mais nous devons éviter de faire dérailler toute reprise économique en ayant recours à des mesures protectionnistes".

Le commerce a connu en 2009 une contraction de 12,2 pour cent du volume des échanges mondiaux soit la plus forte baisse depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les prévisions de 2010 pourraient selon les économistes de l'OMC absorber tout ou une grande partie de cette contraction de 2009. Les économistes prévoient aussi que si le développement du commerce se poursuivait à son rythme actuel, il faudrait encore une année pour que le volume des échanges dépasse le pic de 2008. Si cette tendance à la hausse se maintient, et qu'il n'y ait pas de nouvelles perturbations de l'économie mondiale, le commerce mondial des marchandises devrait retrouver sa trajectoire normale à la hausse jusqu'à la fin de 2010, même si un certain écart par rapport à la tendance antérieure persistera pendant un certain temps.

Ils n'ont pas manqué de relever certaines inquiétudes. Ainsi, ils ont constaté que l'économie mondiale reste sensiblement déprimée, et il est probable que le chômage restera élevé jusqu'à la fin de 2010 dans beaucoup de pays. La persistance du chômage risque d'accroître les pressions protectionnistes.

une tournée politique pour mobiliser autour du cycle de Doha et arriver à une conclusion en 2010

Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, entreprend sa tournée politique pour faire accepter la nécessité de clôturer le Cycle afin d'épauler l'économie mondiale qui se remet lentement. Comme le Fonds monétaire international (FMI) prévoit à présent une amélioration des perspectives économiques mondiales (croissance de 4,1 % en 2010, au lieu de 3,9 % selon les précédentes prévisions), et particulièrement pour les États-Unis, qui devraient atteindre une croissance de 3,0 % au lieu des 2,7 % qui avaient été prévus précédemment pour 2010, le moment ne pourrait être plus propice pour que M. Lamy fasse admettre les effets favorables qu'un accord sur le commerce mondial pourrait exercer sur la croissance économique mondiale en général et celle de l'économie américaine en particulier.

Le départ de M. Lamy était placé sous d'heureux auspices, car le président Obama a nommé unilatéralement MM. Michael Punke et Islam Siddiqui et a co-rédigé une lettre avec le Premier Ministre Canadien, M. Stephen Harper, exhortant leurs collègues du G-20 à accorder une fois de plus leur soutien au Cycle de Doha. Cependant, les observateurs commerciaux déclarent qu'il est peu probable que le Cycle de Doha devienne un point important de l'ordre du jour du G-20, à Toronto, en raison des risques qu'il présente. Entre-temps, M. Lamy rencontrera le sous-ministre du Commerce international du Canada, M. Louis Lévesque, le 13 avril à Genève afin de discuter de cette question, avant de partir pour le Chili et le Brésil, où il doit rencontrer un défenseur de longue date du Cycle de Doha en la personne du ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Celso Amorim, le 17 avril.

Les deux hommes devraient parler de l'accord préliminaire sur le coton que le Brésil a conclu avec les États-Unis et qui procure au pays

147,3 millions de financement annuel pour l'assistance technique à son secteur du coton, tout en attendant une résolution à long terme de la contestation à l'égard du coton ou des changements dans le prochain U.S. Farm Bill (le Farm Bill actuel arrive à terme le 30 septembre 2012). MM. Amorim et Lamy doivent également participer à la réunion du 19 avril du Groupe de Cairns à Punta del Este, en Uruguay, où les pourparlers devraient porter sur la façon de remettre le Cycle de Doha sur les rails.

Sources : OMC ; Genève en bref

SUR LE FIL

Une nouvelle approche des négociations du cycle de Doha

Dans la recherche de solutions au blocage des négociations, les négociateurs au niveau de Genève cherchent la meilleure formule pour maximiser les chances de conclusion du cycle. En effet après avoir pris connaissance de lacunes du système, à partir de la « topographie » fournie par les différents présidents de groupes de négociations, le Directeur de l'OMC Pascal Lamy décline une « nouvelle » approche des négociations pour les prochains mois. Cette approche fusionnera les processus politiques et techniques afin d'identifier les secteurs dans lesquels d'éventuels compromis pourraient être dégagés. C'est une « approche cocktail » qui mélangera trois processus devant être abordés simultanément :

- Un processus dirigé par les présidents afin de continuer de réduire les différences techniques sur la base du texte sur le projet de modalités de décembre 2008. Dans ce contexte, le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, consultera les membres afin d'élaborer un nouveau calendrier de travail qui comprendra des consultations sur des

questions telles que les produits sensibles, le MSS, le plafond tarifaire et les produits tropicaux et les préférences.

- Un processus dirigé par M. Lamy, qui sera mené tout au long des réunions du CNC afin de garantir la transparence et l'inclusivité.
- Permettre des réunions bilatérales (notamment les réunions entre les États-Unis et les pays en développement émergents) et des réunions horizontales en petits groupes, afin de déterminer où d'éventuels compromis pourraient être consentis dans tous les sujets en cours de négociation.

L'UE et les pays ACP paraphent l'Accord de partenariat de Cotonou révisé

La révision de l'accord de Cotonou signé en 2000 entre les pays ACP et l'UE pour donner une nouvelle orientation à leurs relations économiques et commerciales doit faire l'objet de révision tous les 5 (cinq) ans. La pertinence de la révision se trouve dans l'obligation de mettre à jour les règles issues de cet accord pour les adapter à la réalité du moment.

La seconde révision devait se tenir et s'est effectivement tenue en 2010. Et c'est le 19 mars 2010 à Bruxelles que la Commission européenne et le groupe des 79 pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique ont conclu cette deuxième révision de l'Accord de partenariat de Cotonou. Cette signature est la conclusion d'une année de dialogue fructueux entamé en mi 2009. Ce dialogue s'articulait autour de la nécessité de faire face aux défis actuels qui interpellent la coopération entre ces deux parties (ACP-UE). Ces défis sont entre autres le changement climatique, la sécurité alimentaire, l'intégration régionale, la fragilité des États et l'efficacité de l'aide.

Le 19 mars 2010, les négociateurs, pour l'UE le Commissaire Piebalgs et pour les pays ACP, Paul Bunduku- Latha, Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme du Gabon, ont formellement conclu la négociation et ont paraphé les textes révisés.

Une fois approuvé par le Conseil de l'UE, le nouvel accord devrait être signé officiellement à Ouagadougou, par toutes les parties (les 79 pays ACP, les 27 Etats membres de l'UE et la Commission européenne) lors du Conseil UE-ACP qui se tiendra en juin 2010. Par la suite, l'accord devra être ratifié par tous les pays ACP et par les États membres de l'UE et, pour l'UE, nécessitera l'approbation du Parlement européen, conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne.

La pertinence de la révision et de l'accord

Le Commissaire européen chargé du développement, Andris Piebalgs a laissé entendre en marge de la signature que : «L'Accord de partenariat de Cotonou est notre instrument clé dans la lutte contre la pauvreté dans les pays ACP. L'accord révisé promeut un dialogue ouvert et une approche souple et participative pour réduire et finalement, éradiquer la pauvreté.

Il vise à encourager l'intégration régionale et à relever les défis mondiaux, tels que celui du changement climatique et il soutient les pays, en vue d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Grâce à ce nouvel accord, l'UE et les pays ACP sont préparés à mieux satisfaire les besoins des pauvres et à renforcer leurs relations politiques ».

Il constitue dès lors selon le commissaire européen l'accord de partenariat le plus complet, entre les pays en développement et l'Union européenne (UE).

Cette deuxième révision adapte le partenariat aux changements intervenus pendant la dernière décennie. Elle reflétera l'importance croissante de l'intégration régionale dans les pays ACP et dans la coopération UE-ACP. Son rôle dans la promotion de la coopération,

de la paix et de la sécurité, dans le développement de la croissance et dans la résolution des problèmes transfrontaliers est souligné. En Afrique, la dimension continentale est également reconnue et l'Union africaine devient un partenaire de la relation UE-ACP.

Le nouvel accord mettra l'accent sur l'interdépendance entre sécurité et développement et s'attaquera conjointement, aux menaces qui pèsent sur la sécurité. Il prêter attention à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Il prévoit une approche globale, combinant diplomatie, sécurité et coopération au développement pour les situations de fragilité des Etats.

L'Union européenne souhaite que les partenaires ACP relèvent d'importants défis, s'ils veulent atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement - sécurité alimentaire, lutte contre le VIH/SIDA et durabilité des ressources halieutiques. Ceux-ci seront abordés dans le nouvel accord. L'importance de chacun de ces domaines pour le développement durable, la croissance et la réduction de la pauvreté, sera soulignée et des approches communes pour la coopération ont été approuvées.

Pour la première fois, l'UE et les pays ACP reconnaissent que le défi mondial du changement climatique est un aspect important de leur partenariat. Les parties s'engagent à mettre davantage l'accent sur le changement climatique dans leur coopération au développement et à soutenir les efforts des pays ACP pour atténuer les effets du changement climatique et s'adapter à ceux ci.

Le commerce au cœur du partenariat

Le chapitre «commerce» de l'accord reflétera la nouvelle relation commerciale. Les parties ont réaffirmé le rôle des accords de partenariat économique dans la promotion du développement économique et de l'intégration à l'économie mondiale. L'accord révisé souligne les défis auxquels les pays ACP sont

confrontés pour mieux s'intégrer à l'économie mondiale, et notamment les effets de l'érosion des préférences. Il met donc l'accent sur l'importance des stratégies d'adaptation commerciale et de l'aide au commerce. Un plus grand nombre d'acteurs dans le partenariat : l'UE promeut un partenariat large et solidaire avec les pays ACP. Le nouvel accord reconnaîtra clairement le rôle des parlements nationaux, des autorités locales, de la société civile et du secteur privé.

L'actuelle révision permettra de mettre en pratique les principes internationalement approuvés en matière d'efficacité de l'aide, et notamment la coordination des donateurs. Elle débloquent aussi une aide de l'UE aux pays ACP visant à réduire les coûts des transactions. Pour la première fois, le rôle des autres politiques de l'UE dans le développement des pays ACP est reconnu et l'UE s'engage à renforcer la cohérence de ces politiques à cette fin.

Sources: allafrica.com, notes Enda

NOUVELLES REGIONALES

Négociations de l'Accord de Partenariat Economique entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne

Les négociateurs de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union Européenne se sont rencontrés du 22 au 26 mars 2010 à Bruxelles pour une session de négociation au niveau des experts (22 au 25 mars) et des Hauts fonctionnaires (25 et 26 mars).

La réunion des hauts fonctionnaires a été co-présidée par M. Peter Thompson Directeur à la Direction du Commerce de la commission européenne et M. Lopez Blanco de la Direction du développement. Du côté de l'Afrique de l'Ouest, la délégation était conduite par les Commissaires Daramy (CEDEAO) et Dabire (UEMOA).

La réunion des hauts fonctionnaires a été précédée d'une session technique des experts qui s'est penchée entre autres sur les parties restées en suspens dans le texte de l'accord, sur l'accès au marché, le PAPED, la clause NPF, les prélèvements communautaires etc.

Résultats des négociations

1. **L'Accès au marché** : les discussions sur cette question importante ont été guidées par les directives données par les hauts fonctionnaires qui, suite à leur dernière réunion tenue à Abidjan le 13 Novembre 2009, avaient demandé aux experts de travailler à traduire en acte la volonté de l'Afrique de l'Ouest « d'actualiser son offre d'accès au marché sur la base d'un taux de libéralisation de 70% en lignes tarifaires et en volume ». Les experts ouest africains ont travaillé dans le sens de cette directive et ont proposé à l'UE une nouvelle offre dont la structure est la suivante :
 - 69.70% d'ouverture en lignes tarifaires, soit une exclusion de 30.30%
 - 69.74% d'ouverture en volume d'échanges soit une exclusion de 30.26%

L'Afrique de l'Ouest a précisé que cette offre est la dernière qu'elle était en mesure de proposer. Les hauts fonctionnaires ont pris note de cette proposition et ont estimé qu'elle est conforme à leur directive. L'UE n'a pas dit cependant si cette offre lui convenait à ce stade. L'Afrique de l'Ouest a affirmé qu'elle n'irait pas plus loin.

Au-delà du taux d'ouverture, l'Afrique de l'Ouest a aussi proposé un calendrier de démantèlement. Réaffirmant le délai de 25 ans, l'AO a proposé le calendrier suivant :

- Groupe A (correspond à 20.40% de l'offre) : du 1^{er} janvier 2011 au 31 Décembre 2015

- Groupe B (24,96%) : du 1^{er} Janvier 2016 au 31 Décembre 2025.
- Groupe C (24,68) : du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2035.
- Groupe D : (30%) exclus du démantèlement

Après avoir analysé la proposition, l'UE a fait valoir que la partie AO pourrait faire davantage d'efforts pour raccourcir le délai et a présenté une formule de démantèlement en vertu de laquelle les groupe A, B et C commenceraient tous en même temps en 2011. La formule européenne vise en outre à amener la région à libéraliser « l'essentiel » de son offre dans les 15 premières années. L'AO a accepté d'apporter des précisions techniques sur son calendrier de démantèlement notamment en ce qui concerne le traitement des produits à l'intérieur de la catégorie A dans laquelle la région prévoit un moratoire partiel, ainsi que sur la formule du démantèlement sur les catégories B et C pour parvenir à un démantèlement de « l'essentiel » des échanges en 2025.

2. Le Programme de l'APE pour le Développement (PAPED)

Les deux parties ont eu d'intenses discussions sur le PAPED. Les résultats des travaux de la Task force de préparation régionale (TFPR) tenus quelques jours avant la session ont été portés à la connaissance des deux parties. L'un des résultats importants de la réunion de la TFPR est la présentation par l'UE de sa « réponse » au PAPED à travers un document qui donne la base juridique et politique de son engagement à financer le PAPED. A partir d'une analyse de son Aide pour le Commerce pour la région AO ainsi que de la contribution de ses Etats Membres, l'UE a avancé le montant de 6.5 Mrds d'Euros comme ressources disponibles et mobilisables pour la PAPED.

Dans les négociations proprement dites, les échanges ont porté en particulier sur le protocole de mise en œuvre du PAPED mentionné à l'article 58 du texte. Il s'agissait

pour les deux parties de s'entendre sur le fond et la forme de ce protocole dont la vocation est de donner un cadre détaillé de mise en œuvre concrète du PAPED. Il s'agissait pour la partie AO d'amener l'UE, à travers le protocole, à prendre un engagement juridique sur les montants avancés. Ce que l'UE n'a pas souhaité faire.

Au terme des discussions sur le PAPED, les parties ont convenu des points suivants :

- Constitution d'un groupe de travail ad hoc qui produira un texte consensuel sur le protocole de mise en œuvre du PAPED dans un délai de 45 jours ;
- L'AO transmettra le plus tôt possible à l'UE les plans opérationnels nationaux révisés du PAPED ;
- L'AO présentera un point sur le processus de mise en place du Fonds régional APE lors de la prochaine réunion de négociation ;
- La CE fournira à l'AO la méthodologie et autres documents détaillant la base de la réponse de l'UE au PAPED, y compris un tableau détaillé de financement. Le tableau de financement veillera à distinguer les dons, les prêts et les flux non concessionnels ;
- L'UE a fait une première présentation de son engagement financier envers le PAPED et le détaillera lors de la prochaine session de négociations ;
- Le Comité de pilotage du MGEC devra accélérer les activités restantes du modèle en prenant en considération la nécessité de prioriser les améliorations requises y compris l'impact fiscal net de l'APE.

3. Négociations sur les points de divergences restants dans le texte de l'accord

3.1 Prélèvements communautaires de l'AO pour financer l'UEMOA et la CEDEAO

Le traitement de cette question est assujéti au compromis qui sera trouvé sur la définition des droits de douane. L'enjeu pour l'AO est de convenir d'une définition des droits de douane qui exclut ces prélèvements de tout processus de suppression tarifaire. La posture de la région est politique car pour elle rien ne justifierait la suppression de ces instruments indispensables à l'intégration. Récemment, l'UE avait introduit la notion délai, estimant que l'AO pourrait s'engager à les supprimer au terme d'un moratoire à convenir, qui lui laisserait le temps de trouver des ressources alternatives. L'AO a rejeté toute idée de délai. La question n'est toujours pas tranchée, ni au niveau des experts ni des hauts fonctionnaires.

3.2 Clause NPF

Cette clause fait toujours l'objet de vives empoignades. Depuis la session de juillet 2009 à Dakar, l'AO avait fait une ouverture en passant d'une position de rejet de la clause à l'acceptation de son inclusion sous réserve qu'elle soit limitée aux pays développés et non aux « partenaires commerciaux majeurs » dont la plupart sont des PED. A Bruxelles l'UE a proposé une liste de 22 pays représentant 1% et plus du commerce mondial, qui seraient directement visés par la Clause. Ces pays sont les suivants :

À part l'UE (15.9%) : Chine (11.8%), USA (10.6) ; Japon (6.5%) ; Russie (3.9) ; Canada (3.8) ; Corée (3.5) ; Hongkong (3.1) ; Singapour (2.8) ; Arabie Saoudite (2.6) ; Mexique (2.4) ; Taiwan (2.1) ; Emirats Arabes Unis (1.9) ; Suisse (1.7) ; Malaisie (1.6) ; Brésil (1.6), Australie (1.5) ; Thaïlande (1.5) ; Inde (1.5) ; Norvège (1.4) ; Indonésie (1.2), Turquie (1.2).

L'AO a battu en brèche l'argumentaire de l'UE et campe toujours sur sa position de limiter la clause NPF aux pays développés.

3.3 Clause de non exécution

Cette question n'a pas été abordée à Bruxelles. Les parties maintiennent donc leurs positions de la dernière session qui consiste pour l'AO à refuser d'introduire cette clause « politique » dans un accord commercial contractuel.

3.4 Subvention agricoles UE

La question des subventions agricoles est l'un des sujets controversés de la négociation. L'AO estime que les subventions à l'export et certains soutiens internes européens ont un impact négatif sur ses marchés et souhaite voir l'UE prendre des engagements pour les supprimer. L'UE a estimé qu'elle ne peut régler cette question que dans le cadre multilatéral. Il n'y pas encore de compromis sur la question mais les Hauts fonctionnaires ont décidé de mettre en place un groupe de contact chargé d'examiner l'impact économique et les perturbations commerciales potentielles des subventions à l'exportation et du soutien interne de l'UE sur des produits spécifiques sur les marchés ouest-africains et européens. Le groupe devra élaborer diverses options à soumettre à l'appréciation de la réunion technique qui va se tenir en Juin. Le groupe se réunira à Abuja le 28 avril 2010.

3.5 Règlement des différends

Divers aspects du dispositif de règlement des différends ont fait l'objet de compromis à ce jour. Parmi les points qui font encore l'objet de divergences figure en bonne place la clause de « Paix » introduite par l'AO pour s'aménager une certaine flexibilité en ce qui concerne le recours au contentieux. Compte-tenu de sa situation particulière et de son niveau de développement, l'AO souhaite avoir une période de 10 ans pendant laquelle l'UE n'utiliserait que la consultation et la médiation pour régler les différends plutôt que les sanctions. L'UE n'a pas encore accédé à cette demande.

3.6 Règles d'origine

Les deux parties ont noté et déploré le fait que les discussions sur les règles d'origine n'évoluaient pas au même rythme que celles portant sur l'accès au marché par exemple. Or, pour l'AO en particulier, les règles constituent un élément central de l'accord et que celui-ci ne saurait être conclu sans le protocole sur les règles d'origine. L'AO regrette le manque de flexibilité de l'UE qui refuse d'interpréter l'Art. 37.7 de l'Accord de Cotonou comme une injonction à prendre en compte l'asymétrie, y compris dans le domaine des Règles d'origine.

Les négociations ont donné des directives aux experts membres du groupe sur les règles d'origine pour relancer les discussions en vue d'un accord. Il s'agit de :

- rechercher et trouver des compromis couvrant les questions restantes par des concessions réciproques avant la prochaine réunion des Hauts Fonctionnaires ;
- établir un calendrier de rencontres et des procédures de communications à distance. A ce propos, le sous groupe règles d'origine devra présenter à la réunion de négociation technique de la semaine du 7 juin 2010, le projet de compromis comprenant au moins les questions sur les produits de l'agriculture, de la pêche et celles relatives à l'asymétrie ;
- tenir leur réunion dans la semaine du 31 mai 2010 en prélude à la réunion technique de négociation et procéder à des échanges mutuels à distance au plus tard une semaine avant cette date.

3.7 Clause de Rendez-vous.

Les discussions sur les clauses de Rendez-vous ont porté sur le point de savoir s'il faut ou non se limiter à prendre date pour ouvrir des discussions sur une liste de sujets convenus après la signature de l'accord partiel (position AO) ou s'il faut prendre un rendez-

vous spécifique sur chaque sujet en fixant à priori les principes, les modalités et les objectifs des négociations (Position UE).

L'UE a présenté une liste de domaines qu'elle souhaite introduire dans l'accord à la suite de négociations à venir. Ces domaines couvrent : la concurrence ; données en matière statistique ; environnement ; gouvernance fiscale ; marchés publics ; normes sociales ; paiements courants et mouvements de capitaux ; propriété intellectuelle ; protection des consommateurs ; protection des données personnelles ; service et établissement (Investissement).

Sur la question des services, la partie AO a déploré l'initiative européenne consistant à contourner les institutions régionales de l'Afrique de l'Ouest pour s'adresser directement aux Etats. L'exemple du séminaire récemment organisé par l'UE au Cap Vert sur le commerce des services a été évoqué. Cette démarche est vue comme une propagande européenne qui risque d'avoir un impact négatif sur la cohésion régionale.

La question des clauses de rendez-vous reste donc en suspens et les parties devraient y revenir à la prochaine session en juin.

Rapports de synthèse de ENDA

L'Inde un nouveau partenaire commercial majeur en Afrique

La Chine et l'Afrique entretiennent des relations séculaires depuis plus d'un demi-siècle. Depuis l'année 2000, le commerce afro-chinois a connu un essor fulgurant. Entre 2006 et 2009, les échanges commerciaux entre les deux régions sont passés de 55 milliards de dollars à 102,8 milliards de dollars, faisant ainsi de la Chine un des principaux partenaires de l'Afrique avec l'Europe et les Etats-Unis. En dehors de l'aspect commercial, la Chine a mis en place des réunions diplomatiques, le FOCAC (forum on China-Africa Cooperation) qui réunit tous les trois ans le

pays ainsi que plusieurs gouvernements africains. Ces réunions aboutissent à l'élaboration d'un plan d'action triennal et offre aussi des opportunités aux entreprises chinoises de signer des contrats avec gouvernements et membres du secteur privé Africains.

Cependant la Chine n'est plus seule sur le terrain Africain. Face à sa présence sur le continent, l'Inde a organisé un sommet indo-africain à New Delhi du 4 au 8 avril 2008, en présence de 14 chefs d'Etats Africains, trois cent (300) investisseurs Indiens, banquiers, hommes d'affaires et responsables gouvernementaux. Au terme de cette rencontre, l'Inde a accordé une ligne de crédit de 5,4 milliards de dollars en Afrique contre 2,1 milliards sur les cinq années précédentes, 500 millions de dollars d'aide au développement et promis la création d'un accès tarifaire préférentiel sur le marché indien pour les exportations de 34 pays parmi les moins développés du continent africain. Le commerce entre l'Inde et l'Afrique a atteint les 25 milliards de dollars en 2007-2008, contre 967 millions de dollars en 1991¹.

Ces dix dernières années plusieurs entreprises indiennes se sont installées sur le continent dont Tata, Cipla (laboratoire pharmaceutique) et le constructeur automobile Mahindra. Le groupe Tata Motors a investi en Afrique du Sud 1 milliard de dollars dans les télécommunications, 100 millions dans la fonderie de ferrochrome à Richards Bay et 180 millions de dollars dans l'hôtellerie de luxe, en prévision de la coupe du monde de football de 2010².

La coopération afro-indienne porte sur les technologies de l'information et de la communication ou encore sur la production d'énergie électrique, ainsi que la formation professionnelle et les échanges universitaires.

¹ **L'Afrique au centre: La contre-offensive de l'Inde**, Céline Chassé/Médiapart, 10 juin 2008

² **L'Afrique au centre : La contre-offensive de l'Inde**, Céline Chassé/Médiapart, 10 juin 2008

Elle s'est engagée à doubler le nombre de bourses jusqu'ici accordées aux étudiants africains, faisant passer le nombre de 1100 étudiants à 1600 par an³.

Aujourd'hui l'Afrique compte une Diaspora indienne estimée à 2 millions de personnes, notamment en Afrique du Sud, à l'Ile Maurice et en Afrique de l'Est⁴.

EVENEMENTS

Evénements OMC :

- 20 – Avril, OMC, Genève, Organe de règlement des différends
- 26 - Avril, OMC, Genève, comité du commerce des services financiers
- 27 - Avril, OMC, Genève, Groupe de travail des règles de l'AGCS
- 27 - Avril, OMC, Genève, Comité des subventions et des mesures compensatoires
- 28 - Avril, OMC, Genève, Comité du commerce des services
- 29 - Avril, OMC, Genève, comité de l'accès au marché
- 30 - Avril, OMC, Genève, Conseil du commerce des services

Evénements Hors OMC

- 19 - avril**, Punta del Este, Uruguay, Conférence ministérielle du Groupe de Cairns,
- 21 au 23 avril**, Seoul, Republic of Korea, Global Summit: Powering Growth for the Global Green Economy

³ **Coopération Sud-Sud : l'Inde et l'Afrique scellent le partenariat pour le développement**, Passerelles Synthèse, volume 7, numéro 4 du 1^{er} mai 2008

⁴ **L'Afrique : Terrain de concurrence entre l'Inde et la Chine**, Céline Chassé/Aujourd'hui l'Inde, 18 juillet 2007

24 au 25 avril, 2010, Washington DC, United States of America, 2010 Spring Meetings of the International Monetary Fund and the World Bank Group

19 – 23 Avril, ECOWAS - Commission, Abuja – Nigeria, Task Force on development Humanitarian Policy

PUBLICATIONS

Proposition de règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil, modifiant le règlement (CE) No 1905/2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement, Conseil de l'Union Européenne, Dossier Interinstitutionnel: 2010/0059 (COD), 18 Mars 2010, register.consilium.europa.eu

Proposition de Décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne au sein du Conseil des Ministres ACP-CE concernant l'adhésion de la République d'Afrique du Sud à l'accord de partenariat ACP-CE révisé, Conseil de l'Union Européenne, Dossier Interinstitutionnel: 2010/0053, 18 Mars 2010, register.consilium.europa.eu

European and SADC EPA region stakeholders discuss benefits of EU-SADC Economic Partnership Agreement in Maputo, EPA Flash News, Commission Européenne, DG Commerce, 04 Mars 2010, www.acp-eu-trade.org/library

Efficacité de l'appui du FED à l'intégration économique régionale en Afrique de l'Est et de l'Ouest, Cour des comptes européenne, Rapport Spécial No 18-2009, publié le 22 Février 2010, eca.europa.eu

Perspectives pour l'Économie mondiale 2010 - (Crise, Finance et Croissance), Rapport annuel de la Banque Mondiale, 21 Janvier 2010, web.worldbank.org

Deuxième rapport du G20 sur les mesures en matière d'échanges et d'investissement - Septembre 2009 à Février 2010 (en anglais), OCDE, OMC, CNUCED. 8 Mars 2010, www.oecd.org

Quelle suite pour la stratégie commune Afrique-UE ? Perspectives de redynamisation d'un cadre innovant Document d'orientation, Jean Bossuyt et Andrew Sheriff, ECPDM, DP No 94, 11 Mars 2010, www.ecdpm.org

Intellectual Property and Sustainable Development. Development Agendas in a Changing World, ICTSD, Melendez-Ortiz, et Roffe Pedro (ed), Février 2010, ictsd.org